

Société

UN AN APRÈS L'INCENDIE DE NOTRE-DAME, QUE PENSENT LES FRANÇAIS ?

Jérôme Fourquet, Rudy Reichstadt

14/04/2020

L'incendie qui a ravagé Notre-Dame de Paris le 15 avril 2019 a suscité d'innombrables commentaires à caractère conspirationniste. Un an après, Jérôme Fourquet et Rudy Reichstadt dressent un état des lieux de l'opinion publique sur le sujet et des thèses qui circulent à propos de ce drame national, s'appuyant sur une enquête de la Fondation Jean-Jaurès et de Conspiracy Watch réalisée avec l'Ifop.

Plus d'un Français sur trois doute de la thèse de l'accident

Un an après l'incendie, une enquête de la Fondation Jean-Jaurès et de Conspiracy Watch réalisée avec l'Ifop permet de mesurer ce que représentait, dans l'opinion publique française, la thèse conspirationniste selon laquelle ce drame, loin d'être d'origine accidentelle, serait en réalité intentionnel. Il en ressort que 7% des Français considèrent qu'« il s'agit d'un incendie criminel à propos duquel le gouvernement cherche à dissimuler la vérité » tandis que 29% estiment que « des zones d'ombre subsistent dans cette affaire et qu'il n'est pas vraiment certain que cet incendie soit accidentel ».

Ce sont ainsi plus d'un Français sur trois (36%) qui affirment leurs doutes quant à la piste accidentelle de l'incendie, pourtant privilégiée par les enquêteurs. La part des Français qui souscrivent à la thèse selon laquelle l'incendie de la cathédrale est « probablement » d'origine accidentelle est certes majoritaire mais ne s'élève qu'à 54%, 10% des sondés choisissant, quant à eux, de ne pas se prononcer.

Infographie : Frédérique Schneider, La Croix.

Parmi ceux qui souscrivent le plus à cette « version officielle », on retrouve les seniors. Les plus de soixante-cinq ans sont ainsi 61% à souscrire à la version officielle contre 45% seulement chez les moins de trente-cinq ans.

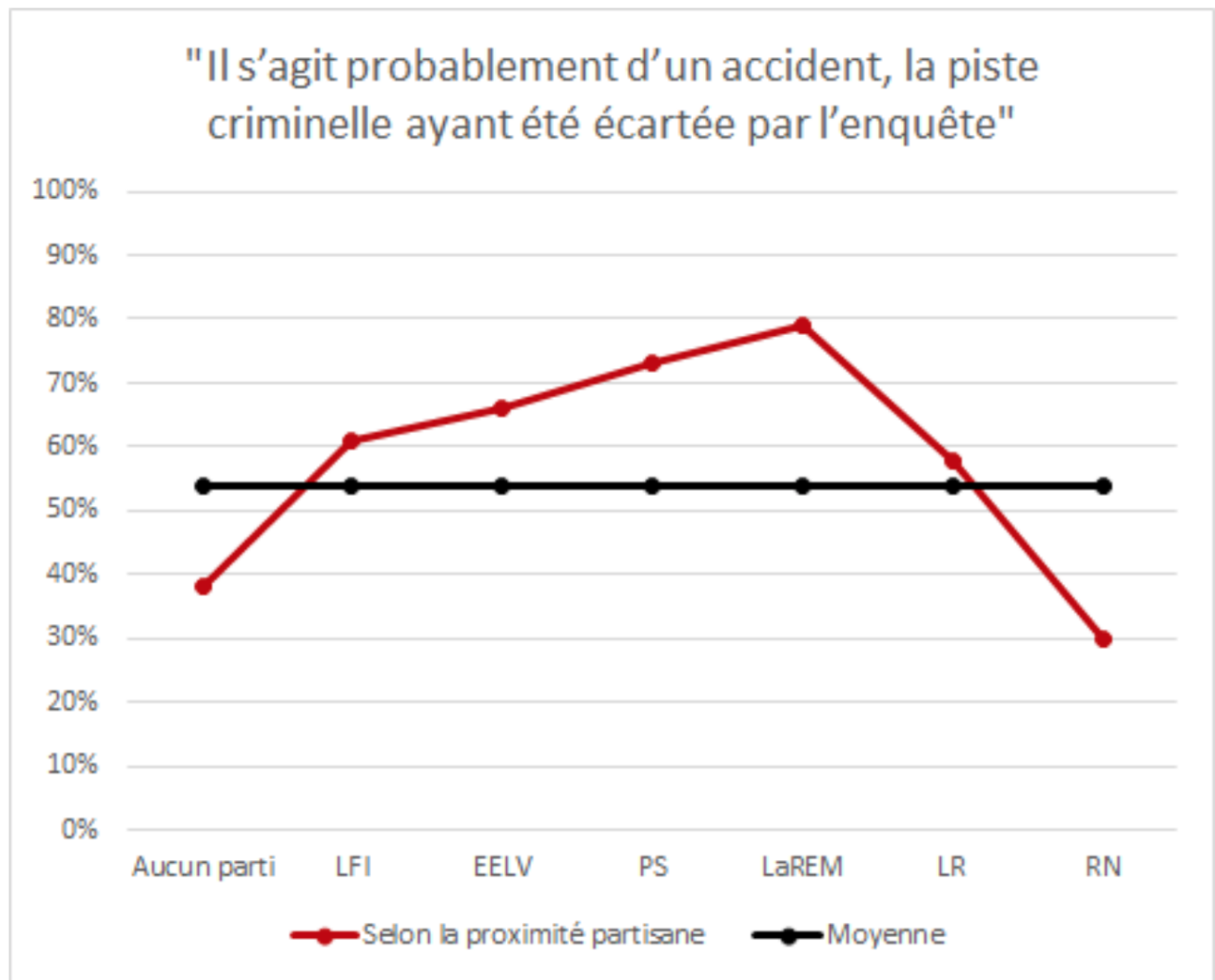
Infographie : Frédérique Schneider, La Croix.

Les diplômés de l'enseignement supérieur et les CSP+ sont, de la même manière, surreprésentés chez ceux qui adhèrent à la piste accidentelle.

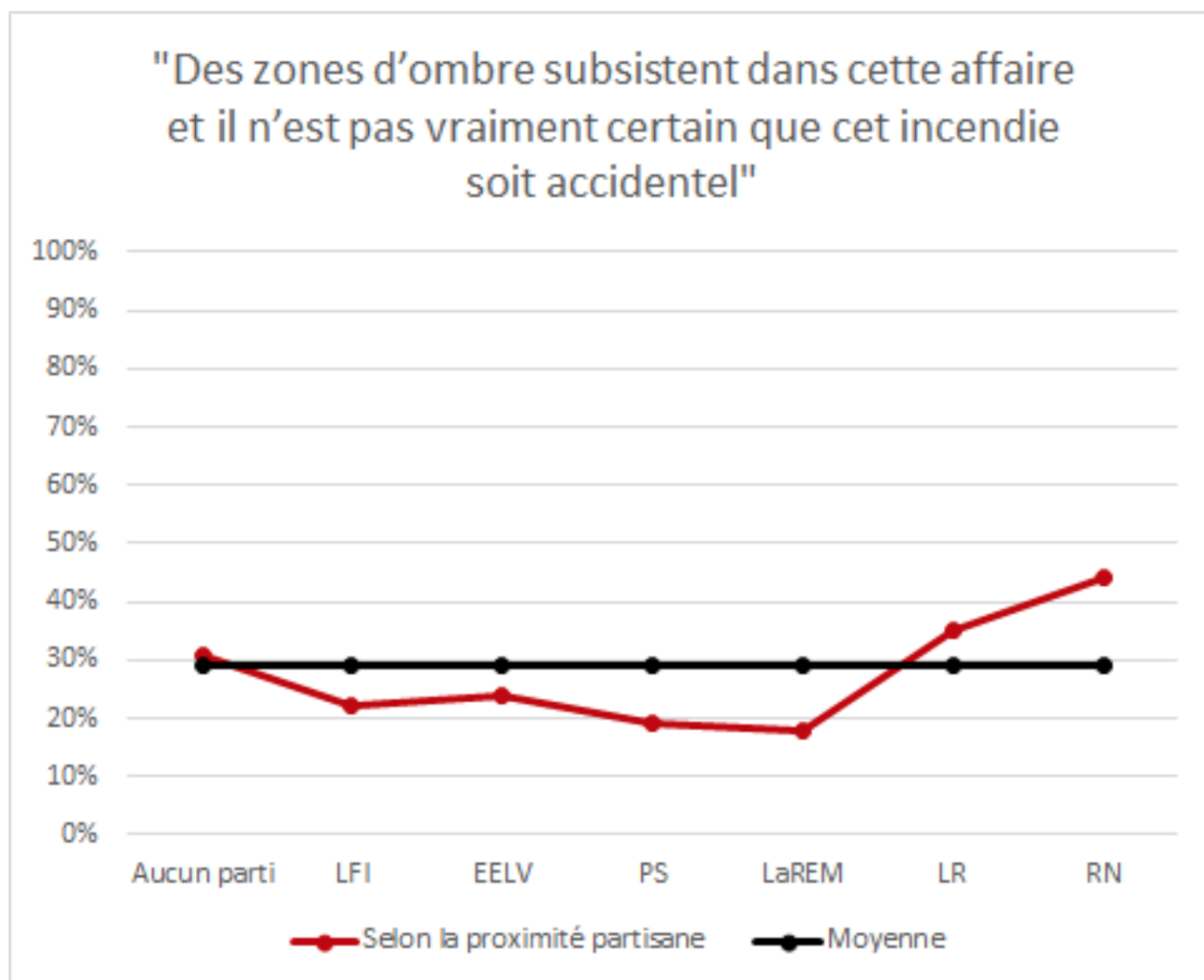
Infographie : Frédérique Schneider, La Croix.

Chiffre notable : les catholiques, qu'ils soient ou non pratiquants, ne se distinguent nullement du reste de la moyenne nationale : ils souscrivent majoritairement à la thèse de l'accident avec respectivement 52% et 53% d'adhésion à cette thèse, contre 54% en moyenne, soit des écarts trop faibles pour être significatifs, la marge d'erreur étant ici de trois points. Alors qu'ils ont constitué le groupe le plus affecté par ce drame, les catholiques pratiquants n'ont, pour autant, pas davantage adhéré que la moyenne de la population à une lecture de type complotiste ou intentionnel de l'incendie.

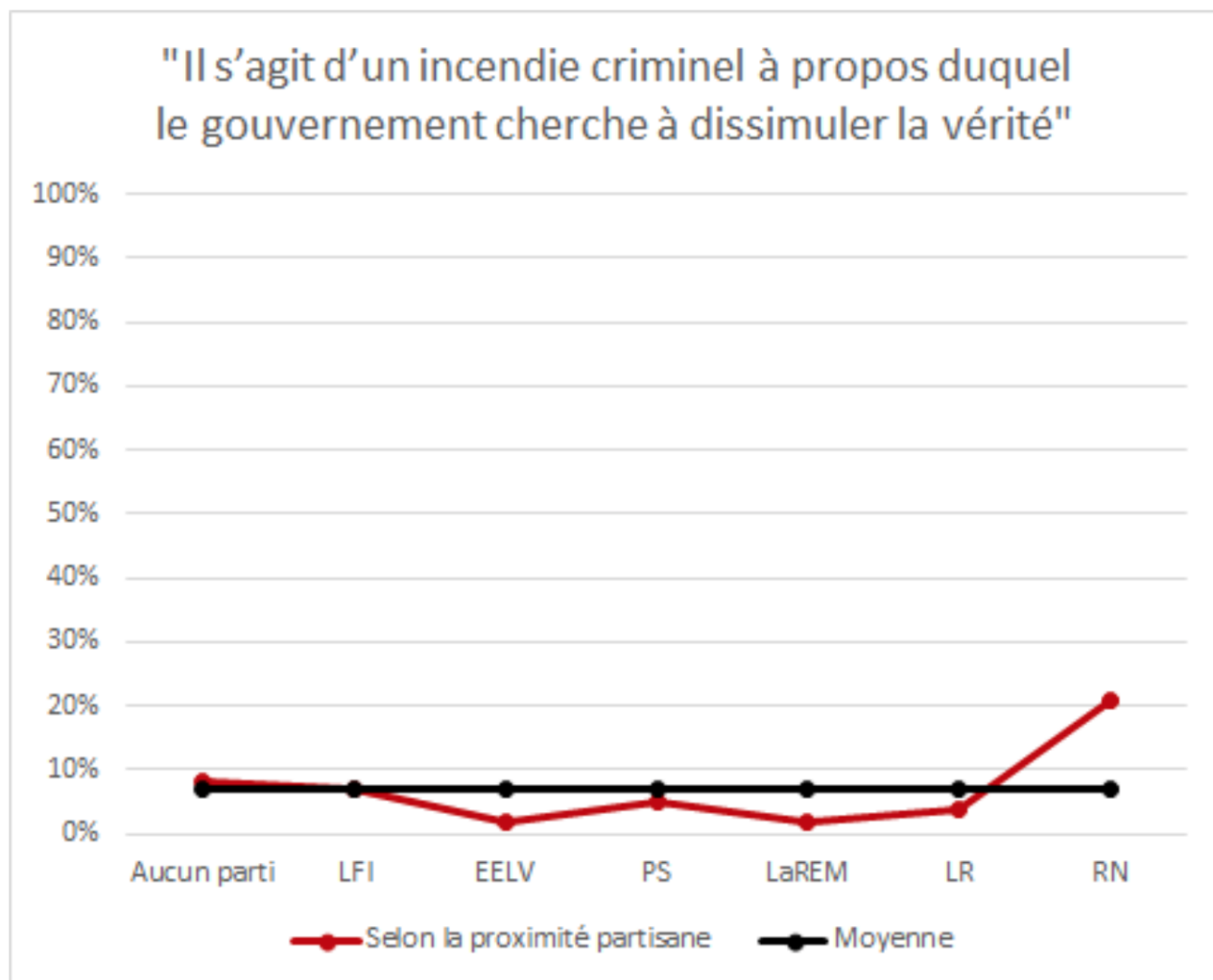
La proximité partisane semble, en revanche, être une variable particulièrement prédictive. Ainsi, les sympathisants du Rassemblement national (RN) et les sondés ne se déclarant proches d'aucun parti politique en particulier sont ceux qui souscrivent le moins à la version accidentelle de l'incendie avec respectivement 30% et 38% d'adhésion à cet énoncé contre 54% en moyenne.



Dans notre échelle de réponse, la proposition intermédiaire, qui n'est pas à proprement parler conspirationniste mais plutôt *dubitationniste* (elle n'affirme pas l'existence d'une manipulation ou de ce qui pourrait s'y apparenter mais fait valoir une incertitude, des doutes s'agissant de la piste privilégiée par les autorités) suscite l'adhésion de 35% des sympathisants des Républicains (LR) et de 44% des sympathisants du RN, contre 29% en moyenne. On voit à ces chiffres que l'électorat frontiste se défie toujours plus que la moyenne de la population des « thèses officielles ».



Mais c'est surtout s'agissant de la thèse de la manipulation que les sympathisants du RN se distinguent de manière spectaculaire des autres électors. Alors que cette thèse ne concerne que 7% des sondés en moyenne, et qu'elle ne recueille par exemple l'approbation que de 2% des sympathisants de la majorité présidentielle, cette théorie du complot est trois fois plus prégnante parmi les sympathisants du RN (21%), ce qui corrobore le constat, déjà formulé dans nos travaux antérieurs, d'une porosité très forte de l'électorat frontiste à l'imaginaire conspirationniste. Au demeurant, il convient de rappeler que deux semaines après les faits, lors de son traditionnel hommage du 1^{er} mai à Jeanne d'Arc, l'ancien président du Front national, Jean-Marie Le Pen, laissa entendre que l'incendie selon lui « criminel » de la cathédrale serait l'œuvre d'un « service », *a priori* étranger. Rappelons aussi que Claude Sinké, ex-candidat du Front national et auteur de l'attaque de la mosquée de Bayonne le 28 octobre 2019, assura lors de son audition par les enquêteurs qu'il avait voulu « venger la destruction » de Notre-Dame, qu'il attribuait aux « musulmans ». « Cette fois, le complotisme a failli tuer », commenta Laurent Joffrin dans son éditorial de *Libération*.



Le parcours et les visages de la théorie du complot

L'incendie qui s'est déclenché à Notre-Dame le 15 avril 2019, aux alentours de 18h50, a détruit les deux tiers de la toiture de l'un des édifices les plus emblématiques de la capitale. La section antiterroriste du parquet de Paris n'a jamais été saisie, aucun élément n'allant, selon le procureur de la République en charge de l'enquête préliminaire, « dans le sens d'un acte volontaire ». Par un communiqué de presse du 26 juin 2019, le parquet du tribunal de grande instance de Paris indiquait qu'« en l'état, aucun élément ne permet[ait] d'accréditer l'hypothèse d'une origine criminelle ».

Le feu, dont l'origine n'est, à ce jour, toujours pas clairement élucidée – le parquet évoque un « dysfonctionnement du système électrique » ou encore le résultat d'« une cigarette mal éteinte » –, serait parti de l'échafaudage qui était en cours d'installation pour restaurer la flèche. Il a, en outre, été conjecturé que la catastrophe aurait été rendue irréversible du fait d'une défaillance humaine – comme le note *Le Parisien*, « une mauvaise interprétation ou transmission du signal au

moment du déclenchement de la première alarme semble avoir considérablement ralenti l'appel et donc, l'intervention des pompiers ».

L'événement a poussé le président de la République, Emmanuel Macron, à annuler son allocution télévisée prévue le soir même à 20 heures dans lequel il était censé revenir sur le grand débat organisé dans le sillage du mouvement des « gilets jaunes ». Beaucoup refusèrent de voir une coïncidence fortuite entre le déclenchement de l'incendie et le report des annonces présidentielles, spéculant rapidement sur un incendie tombant « à pic » pour le pouvoir.

Ainsi, la youtubeuse complotiste australienne pro-Bachar el-Assad, Maram Susli, alias « @Partisangirl », a accusé Emmanuel Macron d'avoir « probablement mis le feu à Notre-Dame pour discréditer les gilets jaunes » (tweet supprimé par la suite). Certains de ses abonnés furent, quant à eux, prompts à y voir l'action des « Rothschild », tandis que, sur Facebook ou Twitter, d'autres accusèrent les « musulmans », les « juifs », les « sionistes » ou encore les « francs-maçons ».

Sur le site d'extrême droite Riposte laïque, la fondatrice de Résistance républicaine, Christine Tasin, affirme quelques minutes seulement après l'annonce de l'effondrement de la flèche de la cathédrale qu'« un attentat musulman est très possible. [...] Inévitablement, nous avons tous dans la tête que ce n'est peut-être pas un accident mais un attentat contre ce qui représente la France, ô combien ! Notre-Dame où Napoléon a été sacré empereur. Et si c'est un attentat, c'est forcément un attentat musulman ». Puis, de prévenir, menaçante : « Si 'ils' ont osé s'en prendre à Notre-Dame de Paris, cela pourrait bien être le début d'une guerre civile terrible. On ne peut pardonner un tel blasphème, une telle attaque au cœur. »

Sur YouTube, dans une vidéo du 18 avril 2019 (« Incendie de Notre-Dame. Et si c'était Macron ? ») vue près de 70 000 fois, le vidéaste complotiste « Angelo Diano » affirme par exemple : « Il ne faut pas exclure l'implication de Macron dans l'incendie de la cathédrale Notre-Dame, pour faire diversion, à un moment où il est en grande difficulté, où il perd pied, et où il semble lâché par ceux qui ont favorisé son accession au pouvoir. Pourquoi y aurait-il eu intérêt ? À qui profite le crime, si crime il y a eu ? Cependant, il convient de rester prudent, tant que des preuves, ou un faisceau d'indices, graves, précis et concordants, ne permet pas d'affirmer que Macron est bien à l'origine de la destruction de Notre-Dame. Macron porte en lui une forte énergie négative qui attire les périls, en plus de servir les sombres desseins du Nouvel Ordre Mondial, soumis aux sionistes. »

L'insinuation selon laquelle le chef de l'État aurait lui-même intentionnellement décidé l'incendie afin d'avoir un prétexte pour reporter son allocution apparut dans plusieurs publications sur

Facebook, notamment sur des groupes de « gilets jaunes », mais fut rapidement modérée après avoir été largement fustigée dans les commentaires.

Selon le complotiste britannique Paul Joseph Watson, collaborateur du site complotiste américain Infowars, animé par Alex Jones, l'incendie aurait été déclenché délibérément. Paul Joseph Watson se basait sur les dires d'un chroniqueur du *Time*, Christopher J. Hale, qui revint rapidement sur sa publication, reconnaissant qu'à ce stade, il ne s'agissait que d'« une rumeur non fondée ».

David van Hemelryck, un compte Twitter « gilet jaune » suivi alors par près de 22 000 personnes, dénonça, quant à lui, « une fable » et s'interrogea sur un « déséquilibré qui contemple le feu » et qui pourrait prétendument être discerné sur une photo de la cathédrale en flammes. Or, comme l'expliqua dès le lendemain AFP Factuel, ce n'est pas un individu que l'on aperçoit sur certains clichés au niveau du toit de l'édifice, mais une statue...

D'autres, à l'instar de Pierre Sautarel, du site identitaire Fdesouche.com, affirment à tort que « deux foyers d'incendie auraient été repérés ». Le candidat RN Jean Messiha évoque, quant à lui, « des sources [parlant] de deux départs de feu ».

Philippe Karsenty, un élu de Neuilly qui s'était illustré en cosignant un livre d'entretiens avec Renaud Camus, le théoricien du « Grand Remplacement », et qui a alimenté pendant plusieurs années la théorie du complot relative à la mort du jeune Palestinien Mohamed Al-Dura, déclara sur la chaîne de télévision américaine Fox News que « les adeptes du politiquement correct vous feront croire que c'est un accident ».

De nombreux internautes, dont le député des Français de l'étranger Meyer Habib (UDI), ont relayé des images montrant une silhouette circulant le long d'un balcon de la façade de la cathédrale et présentée comme pouvant être l'incendiaire – il s'agissait en réalité d'un pompier.

Le président de Debout la France (DLR), Nicolas Dupont-Aignan, s'est également illustré dès le soir de la tragédie en réclamant « la vérité » sur l'incendie – comme s'il existait des raisons de penser que les autorités se livraient à une opération active de dissimulation sur les véritables causes du drame. Le lendemain, l'élu souverainiste se rendit sur le parvis de Notre-Dame pour se faire, auprès de la presse, le porte-parole des incrédules, ajoutant : « Il faut savoir si c'est un accident ou un attentat » et ce alors même que l'hypothèse d'un acte terroriste n'était soutenue par aucun fait objectif sinon les incendies d'origine criminelle visant régulièrement des édifices chrétiens sur le territoire national – et que les services de l'État n'ont jamais cherché à nier. Le 28 avril 2019, sur France Inter, l'ex-candidat à l'élection présidentielle de 2017, qui avait noué une alliance avec

Marine Le Pen dans l'entre-deux tours, est allé jusqu'à déclarer que « sans aucun doute, le pouvoir cache quelque chose » sur cette affaire. Le leader apparaissait en phase avec toute une partie de son électorat. 31% des sympathisants de DLR adhéraient ainsi à l'item « Il s'agit d'un incendie criminel à propos duquel le gouvernement cherche à dissimuler la vérité ».

Le complotiste Laurent Glauzy se livra, quant à lui, à de savants calculs numérologiques sur Facebook lui permettant d'affirmer sans l'ombre d'un doute que l'incendie de Notre-Dame était « un canular pour préparer une guerre civile manipulée par la franc-maçonnerie ». L'auteur de *La Numérologie secrète de la Synagogue de Satan* (La Maison du Salat, 2017) considère que « la supramaçonnerie diffuse (*sic*) ainsi des nombres cabalistiques pour poser leur empreinte (*sic*) et s'adressant (*sic*) ainsi à des initiés ».

Sur Égalité & Réconciliation, le site du polémiste plusieurs fois condamné pour antisémitisme Alain Soral, le conférencier Stéphane Blet soutint, quant à lui, dans une vidéo de dix minutes mise en ligne le 25 avril 2019 la thèse d'une « vengeance talmudique ».

Le 2 mai 2019, dans l'hebdomadaire d'extrême droite *Rivarol*, le théoricien du complot Thierry Meyssan – qui s'était rendu célèbre en 2002 en publiant un brûlot complotiste sur les attentats du 11 septembre 2001 – signe un texte dans lequel il évoque « l'élaboration d'une version officielle qui ne contraigne pas à de longues investigations bloquant le site », qualifie la piste d'un acte anti-chrétien d'« arbitrairement écartée » et écrit que « sachant que la majorité des grands incendies intervient dans le cadre de projets immobiliers, l'hypothèse d'un acte volontaire pour permettre la transformation de l'île de la Cité doit être examinée. »

Le site conspirationniste Medias presse info, une émanation du groupuscule catholique traditionnaliste Civitas, a également nourri la thèse du complot s'agissant de l'incendie de Notre-Dame. Deux semaines après les faits, il publia un texte intitulé « Notre-Dame de Paris : jusqu'où manipule-t-on l'opinion publique ? », puis, le 11 juin suivant, un « dossier spécial » de *Faits & Documents* sur le sujet, évoquant une « enquête [...] synthétique, factuelle et sourcée [permettant] une vision globale du complot (mot galvaudé parfaitement justifié ici) avec surtout le nom des acteurs et dates permettant de recoller les morceaux : machination depuis 2016, action en 2019 et objectifs pour 2024. Avec, pour étouffer le crime, la nomination à des postes clés de complices JUSTE AVANT l'incendie. [...] Ça fait beaucoup, beaucoup de coïncidences. »

Parmi les arguments les plus prisés par les conspirationnistes, la perplexité et la stupéfaction exprimées, sur LCI, le 16 avril 2019, par Benjamin Mouton, ancien architecte en chef de Notre-Dame de 2000 à 2013, pour qui le « très vieux chêne » qui composait la structure en bois de l'édifice

n'aurait pas dû « brûler comme des allumettes ». Des propos qui ont inspiré plusieurs internautes s'armant de chalumeaux, de planches et de poutres en chêne pour tenter de démontrer l'impossibilité d'un départ de feu sans intention criminelle.